

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



Les Forces armées canadiennes au cœur d'une stratégie intégrée canadienne en Afrique

Major Vincent Dumontier-Houle

JCSP 48

Exercise Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

PCEMI 48

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 48 – PCEMI 48

2021 – 2022

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

Les Forces armées canadiennes au cœur d’une stratégie intégrée canadienne en Afrique

Major Vincent Dumontier-Houle

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

INTRODUCTION

Kim Nossal, dans son livre *Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada*, a bien cerné l'importance de la géopolitique et de la défense dans l'imaginaire des Canadiens.

Canada's location – separated from the rest of the world by three oceans, with a harshly inhospitable polar region on our northern approaches and the United States, a dominant and now hegemonic power, as our southern neighbour – means that Canadians have the extraordinary luxury of being able to devote their wealth to things other than defence, so that whatever defence needs to be done can – and should – be done on the cheap.

It is clear that successive generations of Canadians have agreed. But if Canadians are complacent about national security, neglectful of the armed forces, indifferent to military matters, and, above all, cheap and unwilling to spend on defence, it is because history has shown them, given Canada's geostrategic location in North America, we Canadians do not *need* to take defence seriously. As Desmond Morton pointed out long ago, Canada has never suffered from the indifference that Canadians have persistently exhibited to defence.¹

Il ajoute qu'historiquement, le Canada n'a substantiellement augmenté son budget de défense que durant les périodes de guerre, lorsque la population ressentait un changement significatif dans la situation géostratégique mondiale.² La récente invasion de l'Ukraine par la Russie semble en être un.³ En effet, le 6 avril 2022, la vaste majorité des députés (303 contre 27) ont voté en faveur d'une motion pour augmenter le budget de la défense de 47% afin d'atteindre le seul de 2% de son produit intérieur brut (PIB).⁴ De

¹ Kim Richard Nossal, *Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada*, Point of View 5 (Toronto : Dundurn Press, 2017), p. 57-58, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5104303#>.

² Kim Richard Nossal, *Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada*, p. 75.

³ United Nations, « General Assembly resolution demands end to Russian offensive in Ukraine », modifié le 2 mars 2022, <https://news.un.org/en/story/2022/03/1113152>.

⁴ Chambre des communes Canada, « Vote no. 55: 44th Parliament, 1st Session », consulté le 28 avril 2022, <https://www.ourcommons.ca/members/en/votes/44/1/55>; Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, *The Secretary General's Annual Report 2021* (Belgique : NATO, 2022), p. 139, 141, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/sgar21-en.pdf.

plus, le budget fédéral canadien du 7 avril 2022 stipulait que le Canada allait revoir sa politique de défense « en raison des événements récents » et pour être « prêt à faire face à un monde désormais plus dangereux ».⁵

Cependant, le Canada ne faisait pas référence qu'à l'invasion de l'Ukraine lorsqu'il mentionnait un monde plus dangereux. Il faisait référence également aux menaces à l'ordre international (OI) fondé sur les valeurs de démocratie et de la primauté du droit.⁶ Certains nomment ce contexte de menace à l'OI actuel la compétition entre superpuissances (CES).⁷ Alors que le gouvernement s'apprête à revoir sa politique de défense en réponse à ce changement d'environnement, il devra déterminer où cibler ses efforts et comment les Forces armées canadiennes (FAC) pourront y contribuer. Dans un premier temps, le développement économique et démocratique de l'Afrique sous les normes et les valeurs de l'OI actuel apparaît comme une excellente stratégie tant pour le Canada que l'OI. Dans un second, une approche mettant à profit les FAC au sein d'une stratégie canadienne intégrée pour développer les relations bilatérales Canada-Afrique sera proposée.

LA COMPÉTITION ENTRE SUPERPUISSANCES

Pour comprendre le contexte de la CES dans lequel le Canada évoluera au cours des prochaines années et lui proposer un objectif stratégique adéquat, il importe d'en analyser d'abord ses origines afin d'en cerner l'enjeu. Ensuite, il sera démontré que le

⁵ Ministère des Finances Canada, *Budget de 2022 : Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2022), p. x, 158, <https://www.budget.gc.ca/2022/home-accueil-fr.html>.

⁶ Ministère des Finances Canada, *Budget de 2022 : Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable*, p. 165.

⁷ Dexe Pierce, « Defining Great Power Competition », *The Great Power Competition Volume 1: Regional Perspectives on Peace and Security*, sous la direction d'Adib Farhadi et Anthony J. Masys (Cham : Springer, 2021), p. 256-257, https://link-springer-com.cfc.idm.oclc.org/chapter/10.1007/978-3-030-64473-4_12#citeas.

Canada subit déjà des conséquences de cette compétition et qu'il gagnerait donc à jouer un rôle actif. Enfin, il sera proposé que l'Afrique devrait être l'objectif stratégique canadien, puisqu'elle représentera un enjeu clé grandissant et une source d'opportunités dans cette compétition.

Le cadre de la compétition

Dans son optique la plus simple, la CES peut se caractériser par les efforts des États-Unis pour maintenir leur hégémonie sur le globe et celles de son principal compétiteur, la Chine, pour la contester. Elle oppose deux conceptions du monde et deux approches pour le développer : l'approche occidentale et l'approche chinoise. La première se fonde sur la démocratie et les valeurs libérales telles que la primauté du droit, le libre marché et les libertés individuelles.⁸ La deuxième repose sur le marxisme, le pragmatisme économique et le traditionalisme chinois.⁹

Michael A. Witt¹⁰ explique que les adeptes de la première conception du monde croient que la réduction du risque d'un conflit majeur planétaire, tel que les deux guerres mondiales, repose sur deux conditions : une forte interdépendance économique (une paix économique) entre les pays et l'adoption de la démocratie à l'Occidental comme mode de gouvernance (une paix démocratique). Aussi, les adeptes du libéralisme international jugeaient que l'atteinte de la première condition menait quasi automatiquement à

⁸ Viktor Jakupec et Max Kelly, *Foreign Aid in the Age of Populism: Political Economy Analysis from Washington to Beijing*, Rethinking Development 7 (Taylor and Francis Group, 2019), p. 80, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5683690#>.

⁹ Yan Xuetong, « Chinese Values vs. Liberalism: What Ideology Will Shape the International Normative Order? », *The Chinese Journal of International Politics* 11, n° 1 (printemps 2018), p. 7-8, <https://academic.oup.com/cjip/article/11/1/1/4844055>.

¹⁰ Michael A. Witt, « China's Challenge: Geopolitics, De-Globalization, and the Future of Chinese Business », *Management and Organization Review* 15, n° 4 (déc 2019), p. 689, 692-693, <https://www.proquest.com/docview/2327700511?accountid=9867&parentSessionId=qkgqziM8chWudteUmFPsd1g4yO2GlqfZ4%2F%2F64PIVdYw%3D&pq-origsite=summon>.

l'adoption de la démocratie (dans la mesure où le pays n'avait pas de pétrole sur son territoire). Néanmoins, Michael A. Witt a souligné que les États-Unis ont également utilisé l'argument de l'idéal d'une paix démocratique pour renverser militairement des gouvernements s'opposant à la démocratisation de leur pays, notamment lors de la deuxième guerre du Golfe en Irak.

C'est pourquoi, sous une approche nommée le consensus de Washington, les pays occidentaux ont grandement encouragé les pays en voie de développement à adopter des politiques néolibérales par le biais de la Banque mondiale et le Fonds monétaire internationale (FMI).¹¹ Ainsi, les États-Unis ont beaucoup favorisé la croissance économique chinoise, qui a accepté de libéraliser très partiellement son économie¹², en augmentant son interdépendance avec celle-ci.¹³ Malheureusement, la Chine a su déjouer les idéaux libéraux et son PIB dépassera celui des États-Unis d'ici 2030 tout en demeurant résolument marxiste.¹⁴

Au contraire, la Chine propose maintenant le consensus de Beijing pour développer économiquement les pays en voie de développement comme alternative au consensus de Washington. Au cœur de ce modèle, il y a le désir de la Chine de développer ses liens économiques avec les pays, sans exiger de changements aux normes

¹¹ Frans-Paul van der Putten, « Harmony with Diversity: China's Preferred World Order and Weakening Western Influence in the Developing World », *Global Policy* 4, n° 1 (fév 2013), p. 54, <https://onlinelibrary-wiley-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1111/j.1758-5899.2012.00196.x>.

¹² Stephen Ezell, *False Promises II, The Continuing Gap Between China's WTO Commitments and Its Practices* (Washington : Information Technology and Innovation Foundation, 2021), p. 2, <https://itif.org/publications/2021/07/26/false-promises-ii-continuing-gap-between-chinas-wto-commitments-and-its>.

¹³ Michael A. Witt, *Management and Organization Review*, p. 692-693.

¹⁴ Wendy Dobson, *Living with China: A Middle Power Finds Its Way* (Canada : University of Toronto Press, 2019), p. 17, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5878989#>; Michael A. Witt, *Management and Organization Review*, p. 692.

politico-économiques du pays récipiendaire de son aide.¹⁵ Le consensus de Beijing reprend de cette façon la deuxième valeur fondamentale à la politique chinoise : le pragmatisme économique. Sous cette valeur, l'état doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la croissance économique de son pays et favoriser les échanges commerciaux. Ainsi, la croissance économique est une fin en soi, plutôt qu'un levier menant aux paix économiques et démocratiques comme pour le consensus de Washington.¹⁶

Pour promouvoir ce modèle, la Chine s'est dotée d'outils financiers comme la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures¹⁷ (BAII) et la nouvelle route de la soie¹⁸ comme l'occident l'avait fait autrefois avec le FMI. Elle cherche également à augmenter son influence au sein d'institutions multilatérales essentielles à l'OI comme le FMI, causant un risque pour l'occident qu'à terme elle ne puisse plus l'utiliser pour promouvoir son modèle libéral.¹⁹ Enfin, en offrant une alternative à la libéralisation des économies, la Chine favorise le capitalisme d'État, un régime où l'état, généralement des dictatures, domine ses marchés pour atteindre des objectifs politiques.²⁰ Ce modèle de

¹⁵ Frans-Paul van der Putten, « Harmony with Diversity: China's Preferred World Order and Weakening Western Influence in the Developing World », *Global Policy* 4, n° 1 (fév 2013), p. 55, <https://onlinelibrary-wiley-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1111/j.1758-5899.2012.00196.x>.

¹⁶ Yan Xuetong, *The Chinese Journal of International Politics*, p. 6-7.

¹⁷ Jue Wang, « China-IMF Collaboration: Toward the Leadership in Global Monetary Governance », *Chinese Political Science Review* 3, n° 1 (mar 2018), p. 65-66, <https://www.proquest.com/docview/1993208189?accountid=9867&parentSessionId=MTM%2FUaHCmLdO6V2gRgP%2FXKcEnav7ktjQeTNdt%2Bpx23Q%3D&pq-origsite=summon>.

¹⁸ David A. Lake, « Whither the Liberal International Order? Authority, Hierarchy, and Institutional Change », *Ethics & International Affairs* 34, n° 4 (hiver 2020), p. 462, <https://www.proquest.com/docview/2471990330?parentSessionId=jCM1LvZETcmfJZVtIrgsLnLrjsmf4UAHDgNL4IBUvA%3D&pq-origsite=summon&accountid=9867>.

¹⁹ Jue Wang, *Chinese Political Science Review* 3, p. 65-66; Frans-Paul van der Putten, *Global Policy*, p. 55.

²⁰ Ian Bremmer, « The end of free market: who wins the war between states and corporations? », *European View* 9, n° 2 (déc 2010), p. 250-252, <https://www.proquest.com/docview/856591726?parentSessionId=jqKNiYtcn4pkrW8peWy4Lt3fka1U0VxrYsMQo6bEqEE%3D&pq-origsite=summon&accountid=9867>.

développement économique mine en son cœur le modèle de la paix économique créée par le libre marché. De plus, il contribue à créer un monde où les sociétés occidentales sont désavantagées face à la Chine. Ce désavantage résulte du fait que dans les économies contrôlées par l'état, les compagnies et sociétés chinoises peuvent bénéficier d'un support considérable de l'état chinois contrairement à leurs adversaires occidentales.²¹ À l'inverse, dans les économies de libre marché, ces mêmes compagnies et sociétés chinoises se battent à égalité avec l'occident.²²

En plus de contester les États-Unis via la promotion de son modèle, la Chine conteste également l'hégémonie américaine sur le plan sécuritaire. En effet, ses investissements militaires annuels se rapprochent désormais des États-Unis.²³ Aussi, son armée est suffisamment puissante pour contester la puissance militaire américaine.²⁴ Dans la mer de Chine, par exemple, la Chine a unilatéralement construit et militarisé des îles dans un effort pour prendre le contrôle sur près de 80% de cette zone après avoir perdu sa cause en cour internationale pour réclamer sa souveraineté sur ce territoire.²⁵ Ce développement pose maintenant un risque sérieux à la capacité américaine à déployer ses forces dans cette région du monde.²⁶ Cette confiance en ses capacités militaires et en sa forte économie lui a également permis de jouer un rôle plus assumé sur la scène sécuritaire internationale. Ainsi, la Chine n'avait utilisé son veto que trois fois entre 1970

²¹ Frans-Paul van der Putten, *Global Policy*, p. 59.

²² *Ibid.*, p. 59.

²³ Michael A. Witt, *Management and Organization Review*, p. 691.

²⁴ *Ibid.*, p. 691.

²⁵ Tara Davenport, « Island-Building in the South China Sea: Legality and Limits », *Asian Journal of International Law* 8, n° 1 (jan 2018), p. 76-78, <https://www-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/docview/2036399799?pq-origsite=summon>.

²⁶ Syed Muhammad Irteza Imam et Sufian Ullah, « Anti-Access Area Denial Capabilities: Implications for Strategic Stability », *Journal of Security and Strategic Analyses* 6, no 1 (été 2020), p. 19-22, <https://www-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/docview/2472180984?pq-origsite=summon>.

et 2007. Depuis 2007, elle l'a utilisé 13 fois, toujours contre l'occident et principalement contre des mesures d'ordre humanitaire qu'elle jugeait être du ressort des affaires internes des différents pays.²⁷ Finalement, la Chine pose même des actions hostiles directement en territoire américain. En décembre 2020, le directeur du Renseignement national aux États-Unis, John Ratcliffe, rapportait que la Chine volait pour l'équivalent de 500 milliards de dollars américains (USD) par an en propriété intellectuelle aux États-Unis.²⁸

Devant cette constatation de l'opposition de la Chine tant sur le plan des valeurs, des enjeux économiques, que sur le plan de la sécurité, les États-Unis ont déterminé que la Chine posait un risque sérieux à leurs intérêts nationaux. Ils ont aussi conclu que l'approche visant la démocratisation de la Chine via son développement économique était vouée à l'échec. C'est pourquoi depuis 2017, les présidents des États-Unis mentionnent dans leur stratégie sécuritaire nationale respective la nécessité de répondre aux menaces posées par la Chine et la Russie, son adversaire de longue date, tant sur les plans économiques, militaires, technologiques, que des relations internationales.²⁹ Le gouvernement américain a traduit cette volonté en débutant une guerre commerciale contre la Chine en 2018 en imposant des tarifs douaniers allant jusqu'à 25% sur divers

²⁷ Nations Unies, « Security Council – Veto List », modifié le 21 mars 2022, <https://research.un.org/en/docs/sc/quick/veto>; Aglaya Snetkov et Marc Lanteigne, « 'The Loud Dissenter and its Cautious Partner' – Russia, China, global governance and humanitarian intervention », *International Relations of the Asia-Pacific* 15, n° 1 (jan 2015), p. 130-135, <https://academic-oup-com.cfc.idm.oclc.org/irap/article/15/1/113/753219>.

²⁸ John Ratcliffe, « China Is National Security Threat No. 1 », *The Wall Street Journal*, 4 décembre 2020, <https://www.proquest.com/docview/2466698784?parentSessionId=ZE%2FW7z4cXGpF0Mh8wg%2FIdy4hS8B2hYcD02F1RljFsus%3D&pq-origsite=summon&accountid=9867>.

²⁹ The White House, *National Security Strategy* (Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 2017), p. 27 et 33-34, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>; The White House, *Interim National Security Strategic Guidance* (Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 2021), p. 6-8, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/03/NSC-1v2.pdf>.

biens importés.³⁰ Puis, l'administration suivante a maintenu beaucoup de ceux-ci.³¹ Du côté diplomatique et sécuritaire, le 15 septembre 2021, les États-Unis ont formé l'alliance AUKUS avec l'Australie et le Royaume-Uni pour « [...] deepen diplomatic, security, and defense cooperation in the Indo-Pacific region [...] to meet the challenges of the twenty-first century. »³²

Les implications pour le Canada

La CES affecte le Canada malgré lui et pourrait se répercuter à long terme. D'un côté, son économie et sa sécurité dépendent fortement des États-Unis avec qui il partage « les plus importantes relations commerciales au monde » et qui « sont [son] principal allié et partenaire de défense ». ³³ De plus, le Canada a œuvré dès les premiers instants à la mise en place de l'OI auprès des États-Unis et des autres pays occidentaux.³⁴ C'est maintenant cet ordre, essentiel à la survie et à la prospérité économique du Canada, que les États-Unis cherchent à défendre.³⁵

De l'autre côté, le Canada n'a pas intérêt à trop antagoniser la Chine. Il a d'ailleurs historiquement cherché à augmenter ses échanges commerciaux avec elle pour

³⁰ Executive Office of the President of the United States Office of the United States Trade Representative, « USTR Issues Tariffs on Chinese Products in Response to Unfair Trade Practices », modifié le 15 juin 2018, <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2018/june/ustr-issues-tariffs-chinese-products>.

³¹ Executive Office of the President of the United States Office of the United States Trade Representative, « Fact Sheet: The Biden-Harris Administration's New Approach to the U.S.-China Trade Relationship », consulté le 20 avril 2022, <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/fact-sheet-biden-harris-administrations-new-approach-us-china-trade-relationship>.

³² The White House, « Joint Leaders Statement on AUKUS », consulté le 20 avril 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aukus/>.

³³ Gouvernement du Canada, « Relations Canada-États-Unis », modifié le 21 mars 2022, <https://www.international.gc.ca/country-pays/us-eu/relations.aspx?lang=fra>.

³⁴ Affaires mondiales Canada, « Address by Minister Freeland on Canada's foreign policy priorities », modifié le 12 juin 2017, https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2017/06/address_by_ministerfreelandoncanadasforeignpolicypriorities.html.

³⁵ *Ibid.*; The White House, *Interim National Security Strategic Guidance*, p. 9.

profiter de son essor économique et réduire son asymétrie commerciale avec les États-Unis. En effet, ces derniers représentaient 62% du volume total d'échanges commerciaux canadiens en 2021, alors que le Canada ne représentait que 11,2% du leur.³⁶ Ces efforts ont culminé en une situation où la Chine est maintenant le deuxième partenaire économique du Canada, représentant 9,2% du volume total de ses échanges commerciaux en 2021.³⁷ Toujours dans le cadre du désir du Canada d'approfondir ses relations avec la Chine, le Canada a accueilli une importante diaspora chinoise au fil des ans. Lors du Recensement de 2016, le Canada comptait 1,8 million de personnes d'ascendance chinoise, soit 5% de la population canadienne, dont 69,4% étaient des immigrants de première génération.³⁸ Par ailleurs, de nombreux immigrants chinois de première génération sont toujours fortement attachés à la Chine.³⁹ Le Canada doit donc être prudent dans son approche envers la Chine, au risque de subir de potentielles répercussions économiques importantes et de déstabiliser sa cohésion sociale domestique.

Dans cette situation où le Canada pourrait perdre, peu importe le camp choisi, il était tentant pour celui-ci de ménager la chèvre et le chou. Ainsi, le premier ministre Trudeau avait fait de l'amélioration de la coopération avec la Chine une priorité après son élection en 2015 tout en parvenant à maintenir des relations amicales avec le président

³⁶ Statistique Canada, « The International Trade Explorer, 2021 », modifié le 5 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2019005-eng.htm>.

³⁷ Statistique Canada, « The International Trade Explorer, 2021 », modifié le 5 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2019005-eng.htm>.

³⁸ Statistique Canada, « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », modifié le 3 avril 2019, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016016/98-200-x2016016-fra.cfm>; Statistique Canada, « Chiffres de population et des logements : Canada, provinces et territoires », modifié le 22 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810000101>.

³⁹ Yanqiu Rachel Zhou, Lisa Watt, William D. Coleman, Evelyne Micollier et Jacqueline Gahagan, « Rethinking “Chinese Community” in the Context of Transnationalism: the Case of Chinese Economic Immigrants in Canada », *Journal of International Migration and Integration* 20, n° 2 (mai 2019), p. 540, 548 et 551, <https://www.proquest.com/docview/2103357216?accountid=9867>.

américain.⁴⁰ D'un côté, il avait rejoint, par exemple, la BAI chinoise en 2017, malgré l'opposition des États-Unis.⁴¹ De l'autre, il avait reconnu sa nécessité d'assister son voisin méridional dans ses efforts de dissuasion, notamment contre la Russie et la Chine, et de moderniser ses FAC.⁴²

Cette approche, déjà difficile à maintenir dues à certaines clauses accordées par le Canada lors des négociations de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), a connu une fin très abrupte lorsque le Canada a arrêté Meng Wanzhou en 2018 sous un mandat d'arrêt américain.⁴³ Depuis, les relations entre le Canada et la Chine sont devenues glaciales et « [...] there is no prospect of a return to status quo ante [l'arrestation de Meng Wanzhou] in the Canada– China relationship anytime soon. »⁴⁴ De surcroît, le gouvernement canadien a depuis sanctionné la Chine pour son traitement du peuple ouïghour.⁴⁵ Ainsi, le Canada doit donc déterminer vers où se tourner pour : réduire sa dépendance à l'économie américaine; profiter de l'essor économique chinois; et contribuer à la promotion et au maintien de l'OI.

⁴⁰ Paul Fraioli, « The fraught relationship between Canada and China », *Strategic Comments* 27, n° 7 (sep 2021), p. iv, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/13567888.2021.1982556>; Amelia Hadfield et Rupert Potter, « Trump, Trudeau and NAFTA 2.0: Tweak or Transformation », *The Round Table* 106, n° 2 (avr 2017), p. 213, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/00358533.2017.1305666>.

⁴¹ Paul Fraioli, *Strategic Comments*, p. iv.

⁴² Ministère de la Défense nationale, *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2017), p. 50 et 60-61, <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>.

⁴³ Paul Fraioli, *Strategic Comments*, p. v.

⁴⁴ *Ibid.*, p. v.

⁴⁵ Affaires mondiales Canada, « Les sanctions canadiennes liées à la République populaire de Chine », modifié le 23 avril 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-internationales/sanctions/china-chine.aspx?lang=fra.

L’Afrique, une cible stratégique

Il serait facile de conclure à première vue que le Canada devrait cibler ses efforts dans l’Indopacifique. Cette décision serait certainement très alignée avec les deux premiers objectifs. En effet, les économies des pays de l’Association des Nations du Sud-Est asiatique (ANASE) devraient croître de 5,5% en moyen jusqu’en 2025.⁴⁶ De plus, le taux augmente à 5,8% pour 2022 si on ajoute à ce groupe la Chine et l’Inde.⁴⁷ Malheureusement, cette approche contribuerait minimalement au maintien de l’OI. En effet, 54% des pays de « l’Australasie » ont déjà adopté la démocratie comme mode de gouvernance.⁴⁸ De plus, plusieurs puissances régionales démocratiques, dont l’Inde, la Corée du Sud, l’Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon s’y trouvent déjà.⁴⁹ Avec une influence occidentale aussi forte dans la région, il est difficile de voir comment le Canada impacterait notoirement le maintien des valeurs libérales dans les institutions multilatérales en s’y impliquant davantage.

Quant à l’Europe, 73% des pays y sont déjà démocratiques.⁵⁰ Aussi, malgré le fait que le Canada y ait conclu un accord de libre-échange avec l’Union européenne (UE),

⁴⁶ Commission de l’Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, « Tableau A.02 Taux de croissance annuel du PIB réel 1900-2025 », *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l’emploi* (Paris : Éditions OCDE, 2021), https://www.oecd-ilibrary.org/fr/taux-de-croissance-annuel-du-pib-reel-1990-2025_53f3d97a-fr.xlsx?itemId=%2Fcontent%2Fcomponent%2F53f3d97a-fr&mimeType=vnd.openxmlformats-officedocument.spreadsheetml.sheet.

⁴⁷ Organisation de coopération et de développement économiques, « Executive summary », *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2022: Financing Sustainable Recovery from COVID-19* (Paris : OECD Publishing, 2022), p. 17, <https://www-oecd-ilibrary.org.cfc.idm.oclc.org/docserver/f4fab965-en.pdf?expires=1650813732&id=id&acname=oid056165&checksum=F6B6C3355A412D62CDC3E46200DA261A>.

⁴⁸ The Economist Intelligence Unit, « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, p. 40, <http://www.eiu.com.cfc.idm.oclc.org/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 40.

⁵⁰ The Economist Intelligence Unit, « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, p. 44, 62,

une implication accrue du Canada impacterait peu la promotion des valeurs libérales sur ce continent étant donnée la forte influence de l'UE en ce sens.⁵¹ De plus, l'économie de la zone euro devrait seulement croître de 2,9% sur la période de 2020 à 2025.⁵² Ce résultat est plutôt faible si on le compare au rythme annuel de 5,5% présenté plus haut.

Le portrait devient plus nuancé en Amérique latine et dans les Caraïbes. Même si cette région a beaucoup bénéficié de la croissance économique chinoise jusqu'en 2011, principalement dans le secteur ressources naturelles, les perspectives économiques actuelles ne sont pas favorables.⁵³ En outre, le PIB de cette région devrait croître au même rythme que celui de la zone euro et plusieurs de ses pays se sont grandement endettés durant la pandémie de COVID-19.⁵⁴ D'un côté plus préoccupant, la démocratie a reculé dans cette région pour la sixième année consécutive.⁵⁵ Néanmoins, 54% des états de la région, représentant 80% de cette population, étaient toujours démocratiques en

<http://www.eiu.com.cfc.idm.oclc.org/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>.

⁵¹ Affaires mondiales Canada, « L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE) », modifié le 2 juin 2021, <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ceta-aecg/index.aspx?lang=fra>; European Union, « Joining the EU », consulté le 25 avril 2022, https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/joining-eu_en; Michael A. Witt, *Management and Organization Review*, p. 692.

⁵² Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, « Annexe statistique, Tableau A.02 Taux de croissance annuel du PIB réel 1900-2025 », *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi*.

⁵³ Hanna Samir Kassab, « Latin America », *Weak States and Spheres of Great Power Competition*, Routledge Advances in International Relations and Global Politics 8 (Taylor and Francis Group, 2020), p. 106, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=6198517#>; Carol Wise, « China and Latin America's Emerging Economies: New Realities amid Old Challenges », *Latin American Policy* 7, n° 1 (juin 2016), p. 27, <https://onlinelibrary-wiley-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1111/lamp.12087>.

⁵⁴ Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi*; Organisation de coopération et de développement économiques, Development Bank of Latin America et European Commission, « Structural macro perspective and the path to recovery », *Latin American Economic Outlook 2021: Working Together for a Better Recovery* (Paris : Éditions OCDE, 2022), p. 44-45, <https://www.oecd-ilibrary-org.cfc.idm.oclc.org/docserver/e9309112-en.pdf?expires=1650900018&id=id&accname=oid056165&checksum=D33F40CA9F2E9B1592377097A60994C1>.

⁵⁵ The Economist Intelligence Unit, « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, p. 47.

2021.⁵⁶ Aussi, certaines organisations, comme l'Organisation des États Américains, dont le Canada fait partie, y œuvrent pour y promouvoir la démocratie et les droits de la personne.⁵⁷ Une présence canadienne accrue dans la région pourrait contribuer à renforcer l'OI, mais ne devrait pas rapporter notablement à l'économie canadienne à court terme.

Finalement, les objectifs visant à réduire la dépendance à l'économie américaine, à profiter de l'essor économique chinois et à contribuer au maintien de l'OI semblent tous converger en Afrique. Du point de vue économique, ce continent possède beaucoup de ressources naturelles et son PIB croît de 4% en moyenne depuis l'an 2000.⁵⁸ Aussi, l'économie africaine devrait croître de 4,2% en moyenne jusqu'à 2025.⁵⁹ Ensuite, d'ici 20 ans, l'Afrique subsaharienne devrait représenter un marché potentiel considérable puisqu'elle comptera le plus grand nombre d'individus en âge de travailler dans le monde.⁶⁰ Du côté de la démocratie, *The Economist Intelligence Unit* a seulement qualifié de démocratie 13% des pays africains, notant au passage que 2021 marquait une sixième année consécutive de recul de la démocratie et des droits de la personne sur ce continent.⁶¹ Aussi, seulement deux pays démocratiques, le Ghana et l'Afrique du Sud figuraient parmi les dix pays africains avec le plus grand PIB en 2021 faisant d'elle une

⁵⁶ The Economist Intelligence Unit, « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, p. 48-49.

⁵⁷ *Ibid.*, p 49; Organisation des États Américains, « Qui nous sommes », consulté le 25 avril 2022, https://www.oas.org/fr/a_propos/qui_nous_sommes.asp.

⁵⁸ Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi*.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Peter Stein et Emil Uddhammar, *China in Africa: The Role of Trade, Investments, and Loans Amidst Shifting Geopolitical Ambitions*, ORF Occasional Papers 327 (New Delhi : Observer Research Foundation, 2021), p. 33, <https://www.orfonline.org/research/china-in-africa/#:~:text=China%E2%80%99s%20trade%20with%20Africa%20was%20limited%20in%20the,been%20steadily%20increasing%20for%20the%20past%2016%20years..>

⁶¹ The Economist Intelligence Unit, « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, p. 52, 57-58.

excellente cible pour le consensus de Beijing.⁶² He Wenping de la *China-Africa Institute* et de la *Chinese Academy of Social Sciences* identifie bien l'importance de l'Afrique pour la Chine :

[...] Beijing's deeper engagement with Africa has demonstrated that this promising continent is being regarded as a proving ground for Beijing's "community with a shared future" doctrine and, arguably, no other region is a better showcase of the progress in its implementation.⁶³

Suivant cette vision, la Chine est devenue le pays avec les plus grands échanges commerciaux bilatéraux avec l'Afrique, totalisant 200 milliards d'USD en 2019, laissant loin derrière les échanges bilatéraux Afrique-États-Unis totalisant seulement 64,3 milliards d'USD en 2021.⁶⁴ Seul l'ensemble de l'Union européenne, avec des échanges

⁶² *Ibid.*, p. 57-58; Fonds monétaire international, « World Economic Surveys: World Economic Outlook Database », consulté le 26 avril 2022, <https://web.archive.org/web/20220425054648/https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=512%2C914%2C612%2C171%2C614%2C311%2C213%2C911%2C314%2C193%2C122%2C912%2C313%2C419%2C513%2C316%2C913%2C124%2C339%2C638%2C514%2C218%2C963%2C616%2C223%2C516%2C918%2C748%2C618%2C624%2C522%2C622%2C156%2C626%2C628%2C228%2C924%2C233%2C632%2C636%2C634%2C238%2C662%2C960%2C423%2C935%2C128%2C611%2C321%2C243%2C248%2C469%2C253%2C642%2C643%2C939%2C734%2C644%2C819%2C172%2C132%2C646%2C648%2C915%2C134%2C652%2C174%2C328%2C258%2C656%2C654%2C336%2C263%2C268%2C532%2C944%2C176%2C534%2C536%2C429%2C433%2C178%2C436%2C136%2C343%2C158%2C439%2C916%2C664%2C826%2C542%2C967%2C443%2C917%2C544%2C941%2C446%2C666%2C668%2C672%2C946%2C137%2C546%2C674%2C676%2C548%2C556%2C678%2C181%2C867%2C682%2C684%2C273%2C868%2C921%2C948%2C943%2C686%2C688%2C518%2C728%2C836%2C558%2C138%2C196%2C278%2C692%2C694%2C962%2C142%2C449%2C564%2C565%2C283%2C853%2C288%2C293%2C566%2C964%2C182%2C359%2C453%2C968%2C922%2C714%2C862%2C135%2C716%2C456%2C722%2C942%2C718%2C724%2C576%2C936%2C961%2C813%2C726%2C199%2C733%2C184%2C524%2C361%2C362%2C364%2C732%2C366%2C144%2C146%2C463%2C528%2C923%2C738%2C578%2C537%2C742%2C866%2C369%2C744%2C186%2C925%2C869%2C746%2C926%2C466%2C112%2C111%2C298%2C927%2C846%2C299%2C582%2C487%2C474%2C754%2C698%2C&s=NGDPD%2CNGDPDPC%2C&sy=2021&ey=2021&ssm=0&scsm=1&scc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1>.

⁶³ He Wenping, « A Community with a Shared Future: Beijing's Vision of China-Africa Relations », *China Quarterly of International Strategic Studies* 6, n° 1 (2020), p. 39, <https://www.worldscientific.com/doi/epdf/10.1142/S237740020500025>.

⁶⁴ Peter Stein et Emil Uddhammar, *China in Africa: The Role of Trade, Investments, and Loans Amidst Shifting Geopolitical Ambitions*, p. 5; United States Census Bureau, « Trade in Goods with Africa », modifié le 11 mars 2022, <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c0013.html>.

bilatéraux estimés à un peu plus de 300 milliards d'USD, échange davantage avec l'Afrique que la Chine.⁶⁵

Cette influence grandissante de la Chine en Afrique est vouée à occasionner des conséquences dans les institutions multilatérales. Carmody, Dasandi et Mikhaylov notaient en outre que plus les pays africains transigeaient avec la Chine, plus ils avaient tendance à voter contre les motions occidentales reliées aux droits de la personne à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU).⁶⁶ Un exemple récent de cette influence s'est possiblement matérialisé lors du vote du 2 mars 2022 à l'AGNU pour condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En effet, plusieurs pays africains, parmi les 17 qui ont choisi de s'abstenir lors du vote, ont signifié des raisons similaires à celles de la Chine pour justifier leur geste.⁶⁷ Tous ces éléments se combinent pour faire de l'Afrique une zone où il devient de plus en plus primordial de renforcer l'influence occidentale pour renforcer l'OI. Cette situation, combinée aux excellentes perspectives économiques en Afrique, fait du renforcement des relations bilatérales Afrique-Canada un objectif stratégique de choix pour ce dernier.

⁶⁵ Peter Stein et Emil Uddhammar, *China in Africa: The Role of Trade, Investments, and Loans Amidst Shifting Geopolitical Ambitions*, p. 9; Eurostat, « Africa-EU – international trade in goods statistics », modifié en février 2022, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Africa-EU_-_international_trade_in_goods_statistics; Banque centrale européenne, « Taux de change de référence de l'euro: US dollar (USD) », consulté le 26 avril 2022, https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/eurofxref-graph-usd.fr.html.

⁶⁶ Pádraig Carmody, Niheer Dasandi et Slava Jankin Mikhaylov, « Power Plays and Balancing Acts: The Paradoxical Effects of Chinese Trade on African Foreign Policy Positions », *Political Studies* 68, no 1 (avril 2019), p. 235-236, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1177/0032321719840962>.

⁶⁷ Hannah Ryder et Etsehiwot Kebret, « Why African Countries Had Different Views on the UNGA Ukraine Resolution, and Why This Matters », *Commentary* (Washington : CSIS, 2022), <https://www.csis.org/analysis/why-african-countries-had-different-views-unga-ukraine-resolution-and-why-matters>.

LE CANADA EN AFRIQUE

Il reste à savoir si le Canada désirera emprunter ce virage. L'approche historique du Canada envers l'Afrique permet d'en douter. Cette dernière a toujours été d'intérêt secondaire dans sa politique étrangère.⁶⁸ Aussi, les Canadiens conçoivent davantage l'Afrique comme un endroit pauvre sous l'emprise de la violence et ayant besoin d'aide qu'un endroit où faire des affaires.⁶⁹ C'est pourquoi malgré la forte croissance économique africaine, les échanges bilatéraux Canada-Afrique ne représentent que 13,2 milliards de (CAD) ou 1,1% des échanges commerciaux canadiens totaux, alors que l'Afrique a reçu la part du lion de l'aide internationale canadienne en 2020 (37% des 6 625 milliards de CAD).⁷⁰ Malgré tout, le Canada pourrait vouloir privilégier l'Afrique pour les raisons énoncées en première partie.

En ce sens et en suivant les préceptes du libéralisme international voulant qu'une paix économique mène à une paix démocratique, il sera démontré que le Canada possède des avantages qui lui permettraient de jouer un rôle économique significatif dans la région. Ensuite, une proposition de concept d'emploi des FAC qui s'insérerait dans une stratégie intégrée gouvernementale sera suggérée. Le tout culminera avec des suggestions de modifications à la politique de défense afin que les FAC puissent mettre en œuvre le concept d'emploi proposé.

⁶⁸ Edward Ansah Akuffo, « Morality as Organizing Principle: Making Sense of Canada-Africa Relations », *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, Canada and International Affairs, sous la direction de Robert W. Murray et Paul Gecelovsky (Suisse : Springer International Publishing AG, 2021), p. 635-636, 655, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=6578741>.

⁶⁹ Edward Ansah Akuffo, *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, p. 637.
⁷⁰ Statistique Canada, « The International Trade Explorer, 2021 », modifié le 5 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2019005-eng.htm>; Affaires mondiales Canada, « Rapport statistique sur l'aide internationale, exercice 2019-2020 », modifié le 31 mai 2021, <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/2019-2020.aspx?lang=fra>.

Les avantages du Canada en Afrique

Le Canada posséderait des atouts considérables par rapport aux autres pays occidentaux, à la Russie et à la Chine s'il décidait de s'investir économiquement davantage en Afrique. Ces avantages s'articulent principalement autour de trois axes. Le premier découle des origines du Canada. Le deuxième s'articule autour de la réputation du Canada en Afrique. Le troisième provient de la population canadienne elle-même.

Tout d'abord, très peu de pays ont été colonisés longuement à la fois par la France et la Grande-Bretagne. Cet héritage a laissé sa marque sur plusieurs volets de la société canadienne l'avantageant en Afrique. L'impact le plus évident est sans doute les deux langues officielles du Canada : l'anglais et le français. Le Canada partage l'une de ces langues avec 44 pays d'Afrique où elle est soit la langue officielle, soit l'une des langues officielles, soit elle est largement utilisée quotidiennement comme le français l'est au Maroc et en Tunisie par exemple.⁷¹ Ce facteur est important, car il a été identifié comme étant clé pour favoriser les échanges transfrontaliers, au-delà même d'une culture commune.⁷²

⁷¹ WorldAtlas, « English Speaking Countries In Africa », modifié le 12 décembre 2018, <https://www.worldatlas.com/articles/english-speaking-countries-in-africa.html#:~:text=Sierra%20Leone%20and%20Liberia%20are,lingua%20franca%20in%20both%20states> ; Library of Congress, « The Maghreb and the Middle East », consulté le 26 avril 2022, <https://guides.loc.gov/french-collections/francophone-studies/maghreb> ; Library of Congress, « Sub-Saharan Africa », consulté le 26 avril 2022, <https://guides.loc.gov/french-collections/francophone-studies/sub-saharan-africa> ; Organisation internationale de la Francophonie, « Estimation du nombre de francophone dans le monde 2022 », consulté le 27 avril 2022, <https://observatoire.francophonie.org/wp-content/uploads/2022/03/Francophones-stats-par-pays-2022.pdf>.

⁷² Peter H. Egger et Farid Toubal, « Special issue on the economics of common language and culture », *World Economy* 41, n° 7 (juil 2018), p. 1748, <https://web-s-ebsscohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=0&sid=a10b4e58-6aac-4dee-88be-ae8f63f2d8c0%40redis> ; Peter H. Egger et Farid Toubal, « Native language and acquired language as determinants of product-level trade », *World Economy* 41, n° 7 (juil 2018), p. 1833, <https://web-s-ebsscohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=0&sid=7100bba8-aaa5-43fd-9b9a-3fdb55714aac%40redis>.

Un autre legs de cet héritage avantageant le Canada sur ses principaux concurrents est sa participation aux organisations du Commonwealth et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), pour lesquelles le Canada est un joueur influent comme deuxième plus grand bailleur de fonds.⁷³ Un total combiné de 43 pays africains sont membres d'au moins l'une de ces deux organisations.⁷⁴ Aussi, ces deux institutions cherchent entre autres à favoriser la coopération entre ses pays membres dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la mobilité des personnes en plus de chercher à promouvoir la démocratie et les droits de la personne.⁷⁵ Cette coopération se traduit par exemple en des coûts reliés aux échanges commerciaux jusqu'à 19% plus faibles entre les membres du Commonwealth en comparaison avec le reste du monde.⁷⁶ Du côté de l'OIF, cette organisation s'est également récemment dotée d'une stratégie pour harmoniser les normes et lois entre ses pays membres pour faciliter leur développement économique.⁷⁷ De plus, en 2020, l'Observatoire de la Francophonie économique de l'OIF, affilié à l'Université de Montréal, soulevait un potentiel commercial pour le Canada allant jusqu'à 190 milliards d'USD en exportation et 54

⁷³ Gouvernement du Canada, « Le Canada et la Francophonie », modifié le 22 novembre 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/francophonie/index.aspx?lang=fra; Gouvernement du Canada, « Le Canada et le Commonwealth », modifié le 11 juin 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/multilateral-multilateraux/commonwealth.aspx?lang=fra.

⁷⁴ Organisation internationale de la Francophonie, « 88 États et gouvernements », consulté le 27 avril 2022, <https://www.francophonie.org/node/125>; The Commonwealth, « Member countries », consulté le 27 avril 2022, <https://thecommonwealth.org/our-member-countries>.

⁷⁵ Organisation internationale de la Francophonie, « La Francophonie en bref », consulté le 27 avril 2022, <https://www.francophonie.org/la-francophonie-en-bref-754>; The Commonwealth, « Our work », consulté le 27 avril 2022, <https://thecommonwealth.org/our-work>.

⁷⁶ Richard Doubllass-Chin, Imran Abdool et Kal Juman, « Look to the Commonwealth to diversify trade », *Options Politiques* (16 février 2018), <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/february-2018/look-to-the-commonwealth-to-diversify-trade/>.

⁷⁷ Service des conférences internationales de l'OIF, *XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage : Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014* (Paris : OIF, 2014), p. 4-5, https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-10/sommet_xv_strategie_economique_2014.pdf.

milliards d'USD en importation entre le Canada et l'Afrique francophone.⁷⁸ Ces échanges potentiels sont supérieurs aux échanges commerciaux Afrique-Chine. Ainsi, le Canada jouit d'une position unique comme agent de développement en Afrique grâce à ses langues officielles et à ses engagements dans les organisations multilatérales.

Ensuite, Akuffo mentionne⁷⁹ que l'approche historique généralement altruiste et non intéressée du Canada en Afrique lui a valu une réputation favorable sur ce continent. Il affirme que le Canada est perçu en Afrique comme un pays occidental amical sans passé colonial sur le continent et non belliqueux. Plus important encore, il indique que le Canada semble avoir la confiance de ses partenaires africains, ce qui le mettrait dans une optique favorable vis-à-vis de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis.⁸⁰ Il en irait de même pour la Chine. En effet, selon une étude publiée en 2014⁸¹, elle commencerait à souffrir d'une réputation de prédateur opportuniste auprès de certains pans de la population africaine malgré ses nombreux investissements pour y être perçue favorablement. Toujours selon cette étude, les Chinois y seraient souvent moins bien traités que les Occidentaux. Advenant le cas où le Canada souhaiterait développer davantage ses liens avec l'Afrique, sa perception favorable sur le continent pourrait lui permettre d'obtenir des opportunités inaccessibles à ses concurrents.

Enfin, la composition de la population canadienne offre également un avantage à l'établissement de relations bilatérales avec l'Afrique. En effet, le Canada comptait près

⁷⁸ Rachidi Kotchoni, *Rapport du webinaire : Potentiel d'expansion des échanges commerciaux entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest*, Études et Analyses de l'Observatoire de la Francophonie économique (Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 2020), p. 2, <https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/OFE-RP-no6.pdf>.

⁷⁹ Edward Ansah Akuffo, *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, p. 650, 656.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 650, 656.

⁸¹ Fei-Ling Wang et Esi A. Elliot, « China in Africa: presence, perceptions and prospects », *Journal of Contemporary China* 23, no 90 (2014), p. 1022-1023, <https://www.tandfonline.com/cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/10670564.2014.898888>.

de 625 000 immigrants africains de première génération en 2016, soit 1,8% de sa population.⁸² Cette population constitue un avantage pour le Canada puisqu'elle serait hautement éduquée et ressentirait un fort niveau d'attachement envers lui.⁸³ À titre comparatif, cette proportion peut sembler faible, mais elle est supérieure aux 0,6% des États-Unis, en 2018, et seulement légèrement inférieure aux 4,9% de la France en 2021.⁸⁴ Considérant la petitesse des échanges économiques Afrique-Canada, ce dernier possède un potentiel inexploité en sa diaspora africaine. Par ailleurs, le Canada a déjà mis à profit l'une de ses diasporas pour tisser des liens bilatéraux. En effet, la diaspora chinoise, plus particulièrement ses entrepreneurs, a joué un rôle clé dans le développement des relations Canada-Chine.⁸⁵

En somme, le Canada bénéficierait de plusieurs avantages s'il désirait promouvoir le libéralisme international en Afrique via la paix économique. Aussi, pour ceux qui pourraient être tentés d'affirmer que la petite taille du Canada limiterait sa capacité à le faire, il importe de rappeler que son potentiel commercial en Afrique francophone dépasse le volume d'échanges bilatéraux Chine-Afrique en 2019. En outre, certains

⁸² Statistique Canada, « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », modifié le 3 avril 2019, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016016/98-200-x2016016-fra.cfm>; Statistique Canada, « The African Community in Canada », modifié le 16 août 2007, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-621-x/89-621-x2007010-eng.htm>.

⁸³ Statistique Canada, « The African Community in Canada », modifié le 16 août 2007, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-621-x/89-621-x2007010-eng.htm>.

⁸⁴ Carlos Echeverria-Estrada et Jeanne Batalova, « Sub-Saharan African Immigrants in the United States », *Migration Policy Institute* (6 novembre 2019), <https://www.migrationpolicy.org/article/sub-saharan-african-immigrants-united-states-2018>; The World Bank, « Population, total – United States », consulté le 27 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=US>; Institut national de la statistique et des études économiques, « L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers », consulté le 27 avril 2022, https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#Fcontinent_radio2; Institut national de la statistique et des études économiques, « Page d'accueil », consulté le 27 avril 2022, <https://www.insee.fr/fr/accueil>.

⁸⁵ Kenny Zhang, « Chinese in Canada and Canadians in China: The Human Platform for Relationships between China and Canada », *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*, sous la direction de Huhua Cao et Vivienne Poy (Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2011), para. 23, <https://books.openedition.org/uop/902>.

voient la montée de l'influence économique de la Russie en Afrique comme une menace à l'hégémonie américaine.⁸⁶ Pourtant, la Russie avait un PIB inférieur à celui du Canada en 2020.⁸⁷ Bref, ce qui pourrait a priori faire défaut au Canada en Afrique serait un manque de volonté et d'ambition plutôt qu'un manque de moyens.

L'utilisation des Forces armées canadiennes en Afrique

Si jamais il y a un manque de volonté, il découlerait probablement de l'imaginaire collectif canadien sur l'Afrique. Il a joué un grand rôle dans l'établissement de la politique étrangère canadienne envers elle.⁸⁸ Les Canadiens se sont souvent représenté l'Afrique comme une terre sous l'emprise de la violence et ayant besoin d'aide.⁸⁹

Du côté de l'aide, cette vision mérite d'être mise en perspective. En 2001, la Chine avait un PIB par personne de 1 148,50 d'USD, comparable au 594,50 d'USD de l'Afrique subsaharienne.⁹⁰ Pourtant, elle recevait 64% plus de capitaux étrangers en aide internationale et en investissements directs étrangers.⁹¹ Cette différence n'a qu'augmenté depuis. Par exemple, en 2013, alors que la différence était proportionnellement à son sommet, la Chine a reçu 228% plus de capitaux sur son territoire.⁹² Ainsi, la communauté internationale peut faire une énorme différence lorsqu'elle décide sérieusement de

⁸⁶ János Besenyő, « The Africa Policy of Russia », *Terrorism and Political Violence* 31, no 1 (fév 2019), p. 144-145, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1080/09546553.2018.1555976?needAccess=true>.

⁸⁷ The World Bank, « GDP (current US\$) – Canada, Russian Federation », consulté le 27 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA-RU>.

⁸⁸ Edward Ansah Akuffo, *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, p. 655.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 655.

⁹⁰ The World Bank, « GDP per capita (current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA>.

⁹¹ The World Bank, « Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=CN-ZG>; The World Bank, « Net official development assistance received (current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ODAT.CD?locations=CN-ZG>.

⁹² *Ibid.*

développer une région ou un pays. Un mouvement en ce sens semble avoir débuté, la Chine en tête. Bien que les FAC y puissent peu pour changer l'image d'une région ayant besoin d'aide, elles peuvent néanmoins aider vis-à-vis l'imaginaire canadien d'une Afrique sous l'emprise de la violence.

Aussi, ce point doit être nuancé également. La proportion des morts violentes en Afrique en 2019 était de 1,4%, alors que les homicides représentaient 0,7% des morts aux États-Unis en 2020.⁹³ En considérant que beaucoup des morts violentes africaines sont probablement survenues dans les conflits régionaux, plusieurs pays africains ne doivent pas être beaucoup plus violents que les États-Unis. Toutefois, l'image du continent sous l'emprise de la violence est forte et facile à comprendre lorsque l'on considère les facteurs suivants : plus de 20% des groupes terroristes reconnus par le Gouvernement du Canada y opèrent; et le continent a connu 215 tentatives de coups d'État entre l'indépendance des pays africains et 2014.⁹⁴

Dans ces circonstances et en gardant en tête l'objectif stratégique qu'est le développement des relations bilatérales, les FAC auraient le rôle clé d'aider à maintenir les conditions sécuritaires nécessaires au développement de celles-ci et d'aider à changer l'imaginaire sécuritaire canadien de l'Afrique. Ce rôle se traduirait en trois objectifs clés. Le premier viserait la stabilité dans le pays choisi et sa sécurité régionale. Le deuxième

⁹³ Statista, « Distribution of the leading causes of death in Africa in 2019 », consulté le 29 avril 2022, <https://www.statista.com/statistics/1029337/top-causes-of-death-africa/>; Centers for Disease Control and Prevention, « Deaths and Mortality », modifié le 13 janvier 2022, <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/deaths.htm>; Centers for Disease Control and Prevention, « Assault or Homicide », modifié le 5 janvier 2022, <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/homicide.htm>.

⁹⁴ Ministère de la Sécurité publique, « Entités inscrites actuellement », consulté le 27 avril 2022, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scrts/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crrnt-lstd-ntts-fr.aspx>; Kristen A. Harkness, « The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa », *Journal of Conflict Resolution* 60, no 4 (sep 2014), p. 588, https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1177/0022002714545332?utm_source=summon&utm_medium=discovery-provider.

chercherait à confronter l'image que les Canadiens se font d'un continent sous l'emprise de la violence pour y promouvoir leurs investissements. Le troisième viserait la mise en place des conditions réduisant les risques d'un coup d'État militaire.

Le premier objectif s'inscrit dans la continuité du rôle confié aux FAC par le gouvernement canadien. En effet, la politique de défense du Canada stipule que les FAC joueront « un rôle dans la contribution du Canada à la paix et à la stabilité dans le monde ». ⁹⁵ Concrètement, le Canada est en mesure de supporter à l'échelle globale et sur une base continue un total de deux missions de 500 à 1 500 militaires et deux autres de plus petites de 100 à 500 militaires. ⁹⁶ Seulement les capacités déployables sur une base continue sont présentées, car l'établissement de relations bilatérales devrait requérir logiquement plus de neuf mois, point à laquelle une opération est considérée comme continue. ⁹⁷

Ces moyens modestes rendent quasi impossible aux FAC la tâche d'unilatéralement restaurer la paix ou la sécurité dans une région du monde. À titre d'exemple, la plus petite mission de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique visant à sécuriser une région compte 14 400 militaires. ⁹⁸ Dans ce contexte, le Canada devrait favoriser le développement économique avec les pays africains où leur plus grand enjeu sécuritaire est la stabilité. Dans une optique de sécurité en profondeur, il devrait ensuite s'assurer de participer aux opérations coalisées régionales de maintien de la paix afin d'éviter que le conflit ne se propage sur le territoire de son partenaire. Enfin, le

⁹⁵ Ministère de la Défense nationale, *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada*, p. 14.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 17.

⁹⁸ United Nations Peacekeeping, « Where we operate », consulté le 28 avril 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/where-we-operate>; United Nations Peacekeeping, « MINUSCA fact sheet », consulté le 28 avril 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusca>.

Canada devrait, avec l'accord du pays visé, y déployer des troupes pour y effectuer des opérations de renforcement des capacités. Dans le contexte où il serait inconcevable que le pays hôte n'ait pas de forces de sécurité, sa stabilité relative ayant été l'un des critères menant à sa sélection, ce type d'opération l'aiderait à être « mieux préparé pour faire face aux menaces internes et externes ».⁹⁹ Yannick Michaud indique également que :

Le renforcement des capacités permet également la prévention des conflits. En enseignant aux forces de sécurité locales les principes éthiques et les obligations en vertu du droit international des conflits armés, ces forces de sécurité deviennent plus compétentes et responsables en ce qui concerne la primauté du droit. Cela s'avère particulièrement important si une population locale considère que les forces locales sont « corrompues, inefficaces, politisées ou brutales ». Si les forces locales respectent davantage le droit des conflits armés, elles acquièrent la confiance de la population locale, ce qui contribue à réduire le soutien aux groupes armés illégaux, surtout durant une insurrection. L'opération des FAC en République démocratique du Congo fournit un bon exemple d'instruction des forces de sécurité locales dans le but de renforcer l'armée congolaise, particulièrement au niveau du respect de sa propre population.¹⁰⁰

Ce genre d'approche offrirait plusieurs avantages pour le Canada. Le premier est qu'il est beaucoup plus facile et moins coûteux de prévenir l'apparition de la violence dans un pays via le développement de ses capacités que de le reconstruire après coup – une grande partie des efforts modernes pour reconstruire des états a d'ailleurs connu au mieux un succès très mitigé.¹⁰¹ Ensuite, s'il le désire, le Canada peut unilatéralement exécuter des missions de renforcement des capacités. Cet aspect lui permet de mieux

⁹⁹ Yannick Michaud, « Importance des opérations de renforcement des capacités pour les Forces armées canadiennes », *Revue militaire canadienne* 20, no 3 (été 2020), p. 30, <http://www.journal.forces.gc.ca/vol20/no3/page28-fra.asp>.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 30-31.

¹⁰¹ Marie-Joëlle Zahar, « Intervention, prevention, and the “responsibility to protect”: Considerations for Canadian foreign policy », *International Journal* 60, n° 3 (été 2005), p. 726, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/abs/10.1177/002070200506000309>.

cibler ses intérêts sur le terrain si ses alliés ne les partagent pas. Enfin, elle permet à la population canadienne d'avoir sur place une institution en qui elle a confiance.¹⁰²

Ce dernier point devient particulièrement important en vue des deuxièmes et troisièmes objectifs de cette approche pour les FAC. Tout d'abord, le second objectif visait l'augmentation des investissements en démentant l'image erronée qu'ont les Canadiens d'une Afrique violente. Pour ce faire, la branche des affaires publiques des FAC pourrait jouer un rôle essentiel et proactif entre le Canada et le terrain pour transmettre l'information sur la situation sécuritaire. Plus le message que le pays est sécuritaire serait renforcé, meilleures seraient les chances de changer la perception des Canadiens.¹⁰³ Les FAC devraient aussi coordonner leurs communications auprès des autres ministères pour en augmenter l'efficacité. Par exemple, des messages conjoints de plusieurs ministères communiquant les faibles risques sécuritaires et les succès des investisseurs canadiens dans la région pourraient être efficaces pour déconstruire l'imaginaire canadien de l'Afrique. Une fois l'imaginaire déconstruit, les conditions seraient beaucoup plus favorables au développement commercial bilatéral et les Canadiens deviendraient plus en mesure d'apprécier leurs avantages compétitifs.

Enfin, le dernier objectif visait la réduction des risques d'un coup d'État militaire. Les FAC devront être prudentes en exécutant cet objectif pour s'assurer de maintenir la confiance de l'armée du pays hôte qui ne doit pas se sentir antagonisé, ni injustement

¹⁰² J. Peter Bradley et S.P. Tymchuk, « Managing Ethical Risk in the Canadian Armed Forces », *Operations and the Mind: War Ethics and Soldiers' Well-Being*, sous la direction de S. Bélanger et D. Lagacé-Roy (Montréal : McGill-Queen's University Press, 2016), p. 74, https://mars.cfc.forces.gc.ca/CFCLearn/pluginfile.php/29153/mod_folder/content/0/managing_ethical_risk_71-111.pdf?forcedownload=1.

¹⁰³ Prashant Malaviya et Brian Sternthal, « The Persuasive Impact of Message Spacing », *Journal of consumer psychology* 6, no 3 (1997), p. 234, <https://web-p-ebsohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=2&sid=dc9d7279-5d3a-46ba-8849-a7f4fb80f0bf%40redis>.

critiqué. Toutefois, il est possible pour les FAC d'avoir un impact positif sur cet objectif via notamment des activités de renforcement des capacités. En ce sens, les FAC devraient chercher à éduquer les officiers séniors du pays partenaire sur les bienfaits de la surveillance civile de l'armée. Cette éducation devrait également les encourager à maintenir l'armée apolitique. Cette approche a des chances raisonnables d'atteindre l'objectif, puisque :

[...] US PME [Professional Military Education] trained foreign officers prove to be an important stabilizing force during times of democratic transition. [...] in each of our cases, the US PME trained officers provided the initial infrastructure needed to begin domestic military education programs that encouraged civilian control of the military in emerging democracies.¹⁰⁴

Cet effet de stabilisation peut s'expliquer par le fait que la surveillance civile de l'armée et son caractère apolitique ont été identifiés comme des facteurs importants à la réduction des risques d'un coup d'État militaire.¹⁰⁵ Cet aspect de l'approche pourrait sembler implicite dans le premier objectif. Toutefois, il est important de le mettre de l'avant. Une tentative de coup d'État dans le pays ciblé pourrait être catastrophique sur les efforts pour briser l'imaginaire canadien.

Ainsi, dans la mesure où le Canada souhaiterait faire de l'Afrique une priorité stratégique pour son développement économique et le maintien de l'OI, les FAC pourraient supporter significativement ce changement avec leurs capacités présentes. Ses

¹⁰⁴ Tomislav Z. Ruby et Douglas Gibler, « US professional military education and democratization abroad », *European Journal of International Relations* 16, n° 3 (2010), p. 339, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/abs/10.1177/1354066109344659>.

¹⁰⁵ Rollin F. Tusaleam, « Bringing the military back in: The politicisation of the military and its effect on democratic consolidation », *International Political Science Review* 35, n° 4 (2014), p. 494-495, https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1177/0192512113496683?utm_source=summon&utm_medium=discovery-provider.

contributions joueraient un rôle critique dans la déconstruction de l’imaginaire canadien, son principal obstacle à l’épanouissement des relations bilatérales Canada-Afrique.

Les implications politiques pour les FAC

La première implication politique de ce changement découle du fait que le Canada devra possiblement exécuter unilatéralement des opérations de renforcement des capacités en Afrique. Ce faisant, les FAC auront moins de ressources à contribuer aux coalitions militaires internationales. Cette approche est à l’opposer de l’approche actuelle comme l’indique le *Pan-Domain Force Employment Concept*.

Our [les FAC] preference for the strengths of a collaborative approach frequently means that Canada provides contributions to broader allied efforts rather than undertaking a unilateral effort. Often termed contribution warfare, such an approach to international operations is both a fact and a necessity for many nations, including ours.¹⁰⁶

Ainsi, en contribuant à un grand nombre de missions sous la bannière de ses alliances, le Canada a pu réduire son budget militaire et taire ses critiques lui reprochant son budget de défense inférieur à 2% de son PIB malgré ses engagements en la matière.¹⁰⁷ Ainsi, en tournant même partiellement le dos à la « contribution warfare », le Canada n’aura plus rien pour apaiser ses critiques et devra vraisemblablement augmenter son budget militaire d’un montant allant jusqu’à 8,25 milliards d’USD pour atteindre le seuil de 2%.¹⁰⁸

¹⁰⁶ Ministère de la Défense nationale, (*Draft*) *Pan-Domain Force Employment Concept: Prevailing in an uncertain world* (Ottawa : Groupe Communication Canada, 2021), p. 19, https://mars.cfc.forces.gc.ca/CFCLearn/pluginfile.php/23779/mod_folder/content/0/Pan-Domain%20Force%20Employment%20Concept.pdf?forcedownload=1.

¹⁰⁷ Samantha Hossack, « Canada’s Contribution to NATO », *NATO Association of Canada* (28 mai 2014), [https://natoassociation.ca/canadas-contribution-to-nato/#:~:text=Strictly%20speaking%2C%20Paris%20is%20correct%20in%20saying%20that,overall%20contribution%20to%20NATO%20Common-Funded%20Budgets%20and%20Programmes.](https://natoassociation.ca/canadas-contribution-to-nato/#:~:text=Strictly%20speaking%2C%20Paris%20is%20correct%20in%20saying%20that,overall%20contribution%20to%20NATO%20Common-Funded%20Budgets%20and%20Programmes.;); Kim Richard Nossal, *Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada*, p. 58.

¹⁰⁸ The World Bank, « GDP (current US\$) - Canada », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA>; Ministère de la Défense nationale,

Une façon de mitiger cette conséquence serait de rechercher des gains économiques rapides en Afrique. Pour y arriver, la politique de défense pourrait inclure le devoir pour les FAC d'inclure des objectifs commerciaux dans certaines missions expéditionnaires. Ce changement, s'inscrivant dans une dynamique d'approche gouvernementale intégrée en Afrique, pourrait aussi aider à briser l'image du continent ayant besoin d'aide. Il nécessiterait un changement de paradigme pour les FAC. En effet, ces dernières semblent percevoir la sécurité comme l'ultime objectif. Pour preuve, elle déclare :

The CAF [Canadian Armed Forces] sees enhanced Whole of Government (WoG) collaboration as a means to break down information stovepipes and close seams that our adversaries can exploit, and to ensure the defence contribution is coordinated with – and fully supportive of – the broader government approach.¹⁰⁹

Selon cet extrait, l'entière responsabilité du gouvernement a un rôle à jouer en matière de sécurité. Les FAC en retour ne mentionnent pas qu'elles doivent contribuer aux missions des autres ministères. Ce manquement pourrait s'expliquer par la très petite mention à ce sujet dans la politique de défense. Cette contribution est couverte sous ce qu'elle nomme la « diplomatie de défense ».

La diplomatie de défense est essentielle au succès de nos engagements dans le monde et à une meilleure compréhension du monde complexe qui nous entoure. En étant en contact de façon directe et au quotidien avec les dirigeants militaires de nombreux pays, le réseau des attachés de défense des Forces armées canadiennes favorise une compréhension pointue et nuancée des perspectives et des motivations des acteurs mondiaux, et de la dynamique de la sécurité dans différentes régions. La représentation de la Défense au sein des missions diplomatiques du Canada renforce l'engagement local par rapport à un éventail de

« Financement de défense », modifié le 8 juillet 2020, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/budget-supp-depenses-b-2019-2020/autres-questions/financement-defense.html>.

¹⁰⁹ Ministère de la Défense nationale, *(Draft) Pan-Domain Force Employment Concept: Prevailing in an uncertain world*, p. 18.

questions en matière de sécurité et de défense, et contribue aux priorités du Canada en matière de politique étrangère et de relations commerciales.¹¹⁰

De plus, l'aspect commercial dans la politique de défense semble restreint à l'industrie de la défense.¹¹¹ Ainsi, la nouvelle politique devrait être accompagnée d'un élargissement du volet « diplomatie de défense » pour y inclure au minimum l'entièreté de l'industrie canadienne. Ensuite, la politique devrait stipuler que les objectifs économiques recherchés par les FAC dans ses missions seront en support et développer en partenariat avec les ministères responsables de la stratégie économique. Toutefois, une clause devra stipuler que ces efforts ne peuvent pas compromettre la mission principale derrière leur déploiement.

À première vue, les FAC pourraient avoir de la difficulté à accepter ce changement. Il pourrait leur sembler illégitime sur le plan cognitif selon le modèle de Scott.¹¹² En effet, cet objectif n'est pas directement aligné avec la raison d'être des FAC : la sécurité du Canada et des Canadiens. Cet alignement peut toutefois être atteint en rappelant que, dans sa politique de défense, le Canada indique déjà désirer « une force [...] capable de *promouvoir* et protéger les *intérêts* et les valeurs du Canada au pays et à *l'étranger* [ajout de l'italique] » et que ces changements s'inscrivent dans des efforts plus larges pour protéger l'OI, donc la sécurité du Canada au sens plus large.¹¹³

La dernière politique à réviser sera la *Politique d'affaires publiques* des FAC. Autrement, les FAC ne pourront pas légitimement rassurer la population canadienne vis-à-vis de l'Afrique. Sous sa forme actuelle, le rôle des affaires publiques est limité à :

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 93.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 74-75.

¹¹² Richard W. Scott, *Institutions and Organizations: Ideas and Interest* (Thousand Oaks : Sage, 2008).

¹¹³ Ministère de la Défense nationale, *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada*, p. 11, 41.

[S]ensibiliser les Canadiens et les Canadiennes au rôle, au mandat et aux activités des FAC et du MDN, ainsi qu'aux contributions que les FAC et le MDN apportent à la société canadienne et à la communauté internationale.¹¹⁴

En effet, rassurer la population implique deux choses. La première est d'informer la population sur les enjeux sécuritaires sur le terrain –ce que la politique actuelle n'autorise pas et devra être corrigée d'ailleurs. La deuxième est d'influencer la population pour qu'elle perçoive le pays ciblé comme étant sécuritaire. Aussi, les activités d'influence s'inscrivent dans les opérations d'information. Ces dernières « n'ont lieu qu'à la demande expresse de la Couronne, ce qui ne se produit que dans des circonstances exceptionnelles », et sont généralement menées à l'étranger.¹¹⁵

Jay Janzen offre une piste de solution à ce problème. Il propose d'incorporer un concept d'activités « d'influence éthique » dans la prochaine révision de la politique des affaires publiques des FAC. Sous cette politique révisée, certaines activités d'influence seraient permises au Canada dans la mesure où « [le] respect de la vérité doit demeurer le principe primordial et inviolable de toute communication adressée à des auditoires nationaux et alliés. »¹¹⁶ De plus, les activités d'influence domestiques devraient « respecter quatre critères clés : [elles] doivent être *véridiques, transparents, utiles et limités*. »¹¹⁷ Dans la mesure où les FAC ne s'en tiendraient qu'à éduquer la population dans des cadres précis, comme des assemblées publiques, et où les FAC aviseraient

¹¹⁴ Ministère de la Défense nationale, DOAD 2008-0, *Politique d'affaires publiques* (Ottawa : MDN Canada, 1998), <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/directives-ordonnances-administratives-defense/serie-2000/2008/2008-0-politique-daffaires-publiques.html>.

¹¹⁵ Jay Janzen, « Et si la plume *était* une épée? La communication dans un environnement informationnel chaotique, sensationnel et arsenalisé », *Revue militaire canadienne* 19, n° 4 (automne 2019), p. 8-9, <http://www.journal.forces.gc.ca/vol19/no4/page4-fra.asp>.

¹¹⁶ Jay Janzen, *Revue militaire canadienne*, p. 9.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 9.

l'auditoire que l'objectif est de les rassurer sur la situation sécuritaire dans le pays choisi, la politique proposée permettrait aux FAC d'accomplir leur rôle. Faute de quoi, l'habileté des FAC à déconstruire l'imaginaire canadien sera fortement handicapée

En somme, bien que les FAC aient les ressources pour exécuter l'approche proposée en Afrique, le Canada devra apporter trois modifications clés à sa politique de défense pour la mettre en œuvre. Tout d'abord, il devra être prêt à entreprendre, potentiellement unilatéralement, des opérations de renforcement des capacités. Ce faisant, le gouvernement devra être prêt à augmenter son budget militaire pour compenser sa baisse de contribution aux coalitions. Il pourra mitiger cette hausse en ayant une politique d'inclusion d'objectifs commerciaux dans certaines opérations expéditionnaires. Enfin, il devra inclure le concept « d'influence éthique » à la *Politique d'affaires publiques* pour permettre aux FAC d'assumer pleinement leur rôle dans la déconstruction de l'imaginaire canadien de l'Afrique.

CONCLUSION

En résumé, ce travail a tenté de déterminer dans un premier temps quelle stratégie le gouvernement devrait adopter dans un contexte de CES pour protéger et promouvoir ses propres intérêts tout en protégeant et en propageant l'OI. Après avoir analysé le contexte de la CES, il a été démontré qu'un des très gros enjeux serait l'influence grandissante de la Chine, facilitée par le consensus de Beijing, auprès des pays en voie de développement. Ensuite, la preuve a été faite que le Canada ne pouvait pas maintenir le statu quo et rester hors de la compétition, ayant déjà été pris en tenaille entre les États-Unis et la Chine, ses deux principaux partenaires économiques. Comme solution à ce problème, le développement de relations bilatérales Canada-Afrique plus approfondies

apparaît comme une excellente solution au niveau macroscopique pour diversifier les partenaires économiques du Canada et aider à promouvoir l'OI.

Après avoir déterminé que le contexte international favorisait un virage vers l'Afrique pour le Canada. Une analyse des avantages canadiens sur ce continent a permis de mettre en lumière que le principal obstacle auquel le Canada fera face est son imaginaire collectif vis-à-vis de l'Afrique. Un concept d'emploi des FAC a ensuite été proposé pour aider à le déconstruire et contribuer à l'épanouissement des relations bilatérales Canada-Afrique.

Cependant, plusieurs changements à la politique de défense seront nécessaires pour adopter cette approche. D'abord, le Canada devra envisager de mener des opérations unilatérales de renforcement des capacités dans les pays ciblés pour accroître les relations bilatérales et devra délaissier légèrement la « contribution warfare ». Ce virage le forcera à augmenter son budget de défense d'au plus 0,5% de son PIB. Cette hausse pourra toutefois être mitigée en modifiant la politique de défense pour y inclure un rôle aux FAC de promotion de l'industrie canadienne via ses missions à l'étranger, particulièrement les missions de renforcement des capacités proposées en Afrique. Cette modification devrait également aider à réduire l'image d'une Afrique ayant besoin d'aide dans l'industrie canadienne. Finalement, les FAC ne pourront pas modifier l'imaginaire canadien sur l'Afrique sans que la politique d'affaires publiques des FAC inclue le concept « d'influence éthique » proposé par Jay Janzen.

Alors que la population canadienne s'éveille aux enjeux géostratégiques mondiaux et elle semble encline à confier davantage de ressources aux FAC, le gouvernement devra choisir sa stratégie pour la CES au cours de la révision de sa politique de défense. Il pourra choisir une option ambitieuse et à la hauteur de ses capacités comme celle

présentée ici ou il pourra maintenir le cap de la « contribution warfare » où les intérêts de ses alliés plus puissants priment sur les siens.

BIBLIOGRAPHIE

Akuffo, Edward Ansah. Chapitre 28, « Morality as Organizing Principle: Making Sense of Canada-Africa Relations », extrait de *The Palgrave Handbook of Canada in International Affairs*, Canada and International Affairs, sous la direction de Robert W. Murray et Paul Gecelevsky, Suisse : Springer International Publishing AG, 2021, p. 635-659, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=6578741>.

Banque centrale européenne. « Taux de change de référence de l'euro: US dollar (USD) », consulté le 26 avril 2022, https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/eurofxref-graph-usd.fr.html.

Besenyő, János. « The Africa Policy of Russia », extrait de *Terrorism and Political Violence* 31, no 1 (fév 2019), p. 132-153, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1080/09546553.2018.1555976?needAccess=true>.

Bradley, J. Peter et S.P. Tymchuk. Chapitre 4, « Managing Ethical Risk in the Canadian Armed Forces », extrait de *Operations and the Mind: War Ethics and Soldiers' Well-Being*, sous la direction de S. Bélanger et D. Lagacé-Roy, Montréal : McGill-Queen's University Press, 2016, p. 71-111, https://mars.cfc.forces.gc.ca/CFCLearn/pluginfile.php/29153/mod_folder/content/0/managing_ethical_risk_71-111.pdf?forcedownload=1.

Bremmer, Ian. « The end of free market: who wins the war between states and corporations? », extrait de *European View* 9, n° 2 (déc 2010), p. 249-252, <https://www.proquest.com/docview/856591726?parentSessionId=jqKNlYtcn4pkrW8peWy4Lt3fka1U0VxrYsMQo6bEqEE%3D&pq-origsite=summon&accountid=9867>.

Canada. Affaires mondiales Canada. « Address by Minister Freeland on Canada's foreign policy priorities », modifié le 12 juin 2017, https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2017/06/address_by_ministerfreelandoncanadasforeignpolicypriorities.html.

Canada. Affaires mondiales Canada. « L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE) », modifié le 2 juin 2021, <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ceta-aecg/index.aspx?lang=fr>.

Canada. Affaires mondiales Canada. « Les sanctions canadiennes liées à la République populaire de Chine », modifié le 23 avril 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/china-chine.aspx?lang=fr.

Canada. Affaires mondiales Canada. « Rapport statistique sur l'aide internationale, exercice 2019-2020 », modifié le 31 mai 2021, <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/2019-2020.aspx?lang=fr>.

Canada. Chambre des communes. « Vote no. 55: 44th Parliament, 1st Session », consulté le 28 avril 2022, <https://www.ourcommons.ca/members/en/votes/44/1/55>.

Canada. Gouvernement du Canada. « Le Canada et la Francophonie », modifié le 22 novembre 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/francophonie/index.aspx?lang=fra.

Canada. Gouvernement du Canada. « Le Canada et le Commonwealth », modifié le 11 juin 2021, https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/multilateral-multilateraux/commonwealth.aspx?lang=fra.

Canada. Gouvernement du Canada. « Relations Canada-États-Unis », modifié le 21 mars 2022, <https://www.international.gc.ca/country-pays/us-eu/rerelations.aspx?lang=fra>.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *(Draft) Pan-Domain Force Employment Concept: Prevailing in an uncertain world*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2021, https://mars.cfc.forces.gc.ca/CFCLearn/pluginfile.php/23779/mod_folder/content/0/Pan-Domain%20Force%20Employment%20Concept.pdf?forcedownload=1.

Canada. Ministère de la Défense nationale. DOAD 2008-0, *Politique d'affaires publiques*, Ottawa : MDN Canada, 1998, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/directives-ordonnances-administratives-defense/serie-2000/2008/2008-0-politique-daffaires-publiques.html>.

Canada. Ministère de la Défense nationale. « Financement de défense », modifié le 8 juillet 2020, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/rapports-publications/divulgation-proactive/budget-supp-depenses-b-2019-2020/autres-questions/financement-defense.html>.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Protection, Sécurité, Engagement : La politique de défense du Canada*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2017, <https://www.canada.ca/content/dam/dnd-mdn/documents/reports/2018/strong-secure-engaged/rapport-politique-defense-canada.pdf>.

Canada. Ministère de la Sécurité publique. « Entités inscrites actuellement », consulté le 27 avril 2022, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scert/cntr-trrrsm/lstd-ntts/crrnt-lstd-ntts-fr.aspx>.

Canada. Ministère des Finances. *Budget de 2022 : Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable*, Ottawa : Groupe Communication Canada, 2022, <https://www.budget.gc.ca/2022/home-accueil-fr.html>.

Canada. Statistique Canada. « Chiffres de population et des logements : Canada, provinces et territoires », modifié le 22 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810000101>.

Canada. Statistique Canada. « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », modifié le 3 avril 2019, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/98-200-x/2016016/98-200-x2016016-fra.cfm>.

Canada. Statistique Canada. « The African Community in Canada », modifié le 16 août 2007, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-621-x/89-621-x2007010-eng.htm>.

Canada. Statistique Canada. « The International Trade Explorer, 2021 », modifié le 5 avril 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2019005-eng.htm>.

Carmody, Pádraig, Niheer Dasandi et Slava Jankin Mikhaylov. « Power Plays and Balancing Acts: The Paradoxical Effects of Chinese Trade on African Foreign Policy Positions », extrait de *Political Studies* 68, no 1 (avril 2019), p. 224-246, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1177/0032321719840962>.

Commission de l'Union africaine et Organisation de coopération et de développement économiques. Annexe statistique, « Tableau A.02 Taux de croissance annuel du PIB réel 1900-2025 », extrait de *Dynamiques du développement en Afrique 2021 : Transformation digitale et qualité de l'emploi* (Paris : Éditions OCDE, 2021), https://www.oecd-ilibrary.org/fr/taux-de-croissance-annuel-du-pib-reel-1990-2025_53f3d97a-fr.xlsx?itemId=%2Fcontent%2Fcomponent%2F53f3d97a-fr&mimeType=vnd.openxmlformats-officedocument.spreadsheetml.sheet.

Davenport, Tara. « Island-Building in the South China Sea: Legality and Limits », extrait de *Asian Journal of International Law* 8, n° 1 (jan 2018), p. 76-90, <https://www-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/docview/2036399799?pq-origsite=summon>.

Dobson, Wendy. *Living with China: A Middle Power Finds Its Way*, Canada : University of Toronto Press, 2019, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5878989#>.

Doubllass-Chin, Richard, Imran Abdool et Kal Juman. « Look to the Commonwealth to diversify trade », extrait de *Options Politiques* (16 février 2018), <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/february-2018/look-to-the-commonwealth-to-diversify-trade/>.

Echeverria-Estrada, Carlos et Jeanne Batalova. « Sub-Saharan African Immigrants in the United States », extrait de *Migration Policy Institute* (6 novembre 2019), <https://www.migrationpolicy.org/article/sub-saharan-african-immigrants-united-states-2018>.

Egger, Peter H. et Farid Toubal. « Native language and acquired language as determinants of product-level trade », extrait de *World Economy* 41, n° 7 (juil 2018), p. 1833-1846, <https://web-s-ebsohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=0&sid=7100bba8-aaa5-43fd-9b9a-3fdb55714aac%40redis>.

Egger, Peter H. et Farid Toubal. « Special issue on the economics of common language and culture », extrait de *World Economy* 41, n° 7 (juil 2018), p. 1748-1749, <https://web-s-ebscohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=0&sid=a10b4e58-6aac-4dee-88be-ae8f63f2d8c0%40redis>.

European Union, « Joining the EU », consulté le 25 avril 2022, https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/joining-eu_en.

Eurostat. « Africa-EU – international trade in goods statistics », modifié en février 2022, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Africa-EU_-_international_trade_in_goods_statistics.

États-Unis. Centers for Disease Control and Prevention. « Assault or Homicide », modifié le 5 janvier 2022, <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/homicide.htm>.

États-Unis. Centers for Disease Control and Prevention. « Deaths and Mortality », modifié le 13 janvier 2022, <https://www.cdc.gov/nchs/fastats/deaths.htm>.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States Office of the United States Trade Representative. « Fact Sheet: The Biden-Harris Administration’s New Approach to the U.S.-China Trade Relationship », consulté le 20 avril 2022, <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2021/october/fact-sheet-biden-harris-administrations-new-approach-us-china-trade-relationship>.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States Office of the United States Trade Representative. « USTR Issues Tariffs on Chinese Products in Response to Unfair Trade Practices », modifié le 15 juin 2018, <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2018/june/ustr-issues-tariffs-chinese-products>.

États-Unis. Library of Congress. « The Maghreb and the Middle East », consulté le 26 avril 2022, <https://guides.loc.gov/french-collections/francophone-studies/maghreb>

États-Unis. Library of Congress. « Sub-Saharan Africa », consulté le 26 avril 2022, <https://guides.loc.gov/french-collections/francophone-studies/sub-saharan-africa>

États-Unis. The White House. *Interim National Security Strategic Guidance*, Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 2021, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/03/NSC-1v2.pdf>.

États-Unis. The White House. « Joint Leaders Statement on AUKUS », consulté le 20 avril 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aucus/>.

États-Unis. The White House. *National Security Strategy*, Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>.

États-Unis. United States Census Bureau. « Trade in Goods with Africa », modifié le 11 mars 2022, <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c0013.html>.

Ezell, Stephen. *False Promises II, The Continuing Gap Between China's WTO Commitments and Its Practices*, Washington : Information Technology and Innovation Foundation, 2021, <https://itif.org/publications/2021/07/26/false-promises-ii-continuing-gap-between-chinas-wto-commitments-and-its>.

Fonds monétaire international. « World Economic Surveys: World Economic Outlook Database », consulté le 26 avril 2022, <https://web.archive.org/web/20220425054648/https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report?c=512%2C914%2C612%2C171%2C614%2C311%2C213%2C911%2C314%2C193%2C122%2C912%2C313%2C419%2C513%2C316%2C913%2C124%2C339%2C638%2C514%2C218%2C963%2C616%2C223%2C516%2C918%2C748%2C618%2C624%2C522%2C622%2C156%2C626%2C628%2C228%2C924%2C233%2C632%2C636%2C634%2C238%2C662%2C960%2C423%2C935%2C128%2C611%2C321%2C243%2C248%2C469%2C253%2C642%2C643%2C939%2C734%2C644%2C819%2C172%2C132%2C646%2C648%2C915%2C134%2C652%2C174%2C328%2C258%2C656%2C654%2C336%2C263%2C268%2C532%2C944%2C176%2C534%2C536%2C429%2C433%2C178%2C436%2C136%2C343%2C158%2C439%2C916%2C664%2C826%2C542%2C967%2C443%2C917%2C544%2C941%2C446%2C666%2C668%2C672%2C946%2C137%2C546%2C674%2C676%2C548%2C556%2C678%2C181%2C867%2C682%2C684%2C273%2C868%2C921%2C948%2C943%2C686%2C688%2C518%2C728%2C836%2C558%2C138%2C196%2C278%2C692%2C694%2C962%2C142%2C449%2C564%2C565%2C283%2C853%2C288%2C293%2C566%2C964%2C182%2C359%2C453%2C968%2C922%2C714%2C862%2C135%2C716%2C456%2C722%2C942%2C718%2C724%2C576%2C936%2C961%2C813%2C726%2C199%2C733%2C184%2C524%2C361%2C362%2C364%2C732%2C366%2C144%2C146%2C463%2C528%2C923%2C738%2C578%2C537%2C742%2C866%2C369%2C744%2C186%2C925%2C869%2C746%2C926%2C466%2C112%2C111%2C298%2C927%2C846%2C299%2C582%2C487%2C474%2C754%2C698%2C&s=NGDPD%2CNGDPDPC%2C&sy=2021&ey=2021&ssm=0&scsm=1&sc=0&ssd=1&ssc=0&sic=0&sort=country&ds=.&br=1>.

Fraioli, Paul. « The fraught relationship between Canada and China », extrait de *Strategic Comments* 27, n° 7 (sep 2021), p. iv-v, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/13567888.2021.1982556>.

France. Institut national de la statistique et des études économiques. « L'essentiel sur les immigrés et les étrangers », consulté le 27 avril 2022, https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#Fcontinent_radio2.

France. Institut national de la statistique et des études économiques. « Page d'accueil », consulté le 27 avril 2022, <https://www.insee.fr/fr/accueil>.

Hadfield, Amelia et Rupert Potter. « Trump, Trudeau and NAFTA 2.0: Tweak or Transformation », extrait de *The Round Table* 106, n° 2 (avr 2017), p. 213-215, <https://www-tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/00358533.2017.1305666>.

Harkness, Kristen A. « The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa », extrait de *Journal of Conflict Resolution* 60, no 4 (sep 2014), p. 587-616, https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1177/0022002714545332?utm_source=summon&utm_medium=discovery-provider.

Hossack, Samantha. « Canada's Contribution to NATO », extrait de *NATO Association of Canada* (28 mai 2014), <https://natoassociation.ca/canadas-contribution-to-nato/#:~:text=Strictly%20speaking%2C%20Paris%20is%20correct%20in%20saying%20that,overall%20contribution%20to%20NATO%20Common-Funded%20Budgets%20and%20Programmes..>

Imam, Syed Muhammad Irteza et Sufian Ullah. « Anti-Access Area Denial Capabilities: Implications for Strategic Stability », extrait de *Journal of Security and Strategic Analyses* 6, no 1 (été 2020), p. 7-32, <https://www-proquest-com.cfc.idm.oclc.org/docview/2472180984?pq-origsite=summon>.

Jakupec, Viktor et Max Kelly. *Foreign Aid in the Age of Populism: Political Economy Analysis from Washington to Beijing*, Rethinking Development 7, Taylor and Francis Group, 2019, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5683690#>.

Janzen, Jay. « Et si la plume *était* une épée? La communication dans un environnement informationnel chaotique, sensationnel et arsenalisé », extrait de *Revue militaire canadienne* 19, n° 4 (automne 2019), p. 4-15, <http://www.journal.forces.gc.ca/vol19/no4/page4-fra.asp>.

Kassab, Hanna Samir. Chapitre 6, « Latin America », extrait de *Weak States and Spheres of Great Power Competition*, Routledge Advances in International Relations and Global Politics 8, Taylor and Francis Group, 2020, p. 103-117, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=6198517#>.

Kotchoni, Rachidi. *Rapport du webinaire : Potentiel d'expansion des échanges commerciaux entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest*, Études et Analyses de l'Observatoire de la Francophonie économique, Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 2020, <https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/OFE-RP-no6.pdf>.

Lake, David A. « Whither the Liberal International Order? Authority, Hierarchy, and Institutional Change », extrait de *Ethics & International Affairs* 34, n° 4 (hiver 2020), p. 461-471, <https://www.proquest.com/docview/2471990330?parentSessionId=jCM1LvZEtcMfJZVtIrgsLnLrjmsfe4UAHDgNL4IBUvA%3D&pq-origsite=summon&accountid=9867>.

Malaviya, Prashant et Brian Sternthal. « The Persuasive Impact of Message Spacing », extrait de *Journal of consumer psychology* 6, no 3 (1997), p. 233-255, <https://web-p-ebscohost-com.cfc.idm.oclc.org/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=2&sid=dc9d7279-5d3a-46ba-8849-a7f4fb80f0bf%40redis>.

Michaud, Yannick. « Importance des opérations de renforcement des capacités pour les Forces armées canadiennes », extrait de *Revue militaire canadienne* 20, no 3 (été 2020), p. 28-37, <http://www.journal.forces.gc.ca/vol20/no3/page28-fra.asp>.

Nations Unies. « General Assembly resolution demands end to Russian offensive in Ukraine », modifié le 2 mars 2022, <https://news.un.org/en/story/2022/03/1113152>.

Nations Unies. « Security Council – Veto List », modifié le 21 mars 2022, <https://research.un.org/en/docs/sc/quick/veto>.

Nossal, Kim Richard. *Charlie Foxtrot: Fixing Defence Procurement in Canada*, Point of View 5, Toronto : Dundurn Press, 2017, <https://ebookcentral.proquest.com/lib/cfvlibrary-ebooks/reader.action?docID=5104303#>.

Organisation de coopération et de développement économiques, Development Bank of Latin America et European Commission. Chapitre 1, « Structural macro perspective and the path to recovery », extrait de *Latin American Economic Outlook 2021: Working Together for a Better Recovery*, Paris : Éditions OCDE, 2022, <https://www-oecd-ilibrary-org.cfc.idm.oclc.org/docserver/e9309112-en.pdf?expires=1650900018&id=id&acname=oid056165&checksum=D33F40CA9F2E9B1592377097A60994C1>.

Organisation de coopération et de développement économiques. « Executive summary », extrait de *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2022: Financing Sustainable Recovery from COVID-19*, Paris : OECD Publishing, 2022, <https://www-oecd-ilibrary-org.cfc.idm.oclc.org/docserver/f4fab965-en.pdf?expires=1650813732&id=id&acname=oid056165&checksum=F6B6C3355A412D62CDC3E46200DA261A>.

Organisation des États Américains. « Qui nous sommes », consulté le 25 avril 2022, https://www.oas.org/fr/a_propos/qui_nous_sommes.asp.

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. *The Secretary General's Annual Report 2021*, Belgique : NATO, 2022, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/3/pdf/sgar21-en.pdf.

Organisation internationale de la Francophonie. « 88 États et gouvernements », consulté le 27 avril 2022, <https://www.francophonie.org/node/125>.

Organisation internationale de la Francophonie. « La Francophonie en bref », consulté le 27 avril 2022, <https://www.francophonie.org/la-francophonie-en-bref-754>.

Organisation internationale de la Francophonie. « Estimation du nombre de francophone dans le monde 2022 », consulté le 27 avril 2022, <https://observatoire.francophonie.org/wp-content/uploads/2022/03/Francophones-stats-par-pays-2022.pdf>.

Pierce, Dext. Chapitre 12, « Defining Great Power Competition », extrait de *The Great Power Competition Volume 1: Regional Perspectives on Peace and Security*, sous la direction d'Adib Farhadi et Anthony J. Masys, Cham : Springer, 2021, p. 239-258, https://link-springer-com.cfc.idm.oclc.org/chapter/10.1007/978-3-030-64473-4_12#citeas.

Ruby, Tomislav Z. et Douglas Gibling. « US professional military education and democratization abroad », extrait de *European Journal of International Relations* 16, n° 3 (2010), p. 339-364, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/abs/10.1177/1354066109344659>.

Ryder, Hannah et Etsehiwot Kebret. « Why African Countries Had Different Views on the UNGA Ukraine Resolution, and Why This Matters », extrait de *Commentary*, Washington : CSIS, 2022, <https://www.csis.org/analysis/why-african-countries-had-different-views-unga-ukraine-resolution-and-why-matters>.

Scott, Richard W. *Institutions and Organizations: Ideas and Interest*, Thousand Oaks : Sage, 2008.

Service des conférences internationales de l'OIF. *XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage : Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014*, Paris : OIF, 2014, https://www.francophonie.org/sites/default/files/2019-10/sommet_xv_strategie_economique_2014.pdf.

Snetkov, Aglaya et Marc Lanteigne. « 'The Loud Dissenter and its Cautious Partner' – Russia, China, global governance and humanitarian intervention », extrait de *International Relations of the Asia-Pacific* 15, n° 1 (jan 2015), p. 113-146, <https://academic-oup-com.cfc.idm.oclc.org/irap/article/15/1/113/753219>.

Statista. « Distribution of the leading causes of death in Africa in 2019 », consulté le 29 avril 2022, <https://www.statista.com/statistics/1029337/top-causes-of-death-africa/>.

Stein, Peter et Emil Uddhammar. *China in Africa: The Role of Trade, Investments, and Loans Amidst Shifting Geopolitical Ambitions*, ORF Occasional Papers 327, New Delhi : Observer Research Foundation, 2021, <https://www.orfonline.org/research/china-in-africa/#:~:text=China%E2%80%99s%20trade%20with%20Africa%20was%20limited%20in%20the,been%20steadily%20increasing%20for%20the%20past%2016%20years..>

The Commonwealth. « Member countries », consulté le 27 avril 2022, <https://thecommonwealth.org/our-member-countries>.

The Commonwealth. « Our work », consulté le 27 avril 2022, <https://thecommonwealth.org/our-work>.

The Economist Intelligence Unit. « Democracy Index 2021: The China challenge », modifié le 10 février 2022, <http://www.eiu.com.cfc.idm.oclc.org/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>.

The World Bank. « Foreign direct investment, net inflows (BoP, current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD?locations=CN-ZG>.

The World Bank. « GDP (current US\$) - Canada », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA>.

The World Bank. « GDP (current US\$) – Canada, Russian Federation », consulté le 27 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA-RU>.

The World Bank. « GDP per capita (current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=CA>.

The World Bank. « Net official development assistance received (current US\$) – China, Sub-Saharan Africa », consulté le 30 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/DT.ODA.ODAT.CD?locations=CN-ZG>.

The World Bank. « Population, total – United States », consulté le 27 avril 2022, <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=US>.

Tusalem, Rollin F. « Bringing the military back in: The politicisation of the military and its effect on democratic consolidation », extrait de *International Political Science Review* 35, n° 4 (2014), p. 482-501, https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1177/0192512113496683?utm_source=summon&utm_medium=discovery-provider.

United Nations Peacekeeping. « MINUSCA fact sheet », consulté le 28 avril 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/mission/minusca>.

United Nations Peacekeeping. « Where we operate », consulté le 28 avril 2022, <https://peacekeeping.un.org/en/where-we-operate>.

van der Putten, Frans-Paul. « Harmony with Diversity: China's Preferred World Order and Weakening Western Influence in the Developing World », extrait de *Global Policy* 4, n° 1 (fév 2013), p. 53-62, <https://onlinelibrary-wiley-com.cfc.idm.oclc.org/doi/pdf/10.1111/j.1758-5899.2012.00196.x>.

Wang, Fei-Ling et Esi A. Elliot. « China in Africa: presence, perceptions and prospects », extrait de *Journal of Contemporary China* 23, no 90 (2014), p. 1012-1032, <https://www.tandfonline-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1080/10670564.2014.898888>.

Wang, Jue. « China-IMF Collaboration: Toward the Leadership in Global Monetary Governance », extrait de *Chinese Political Science Review* 3, n° 1 (mar 2018), p. 62-80,

<https://www.proquest.com/docview/1993208189?accountid=9867&parentSessionId=MTM%2FUaHCmLdO6V2gRgP%2FXKcEnav7ktjQeTNdt%2Bpx23Q%3D&pq-origsite=summon>.

Wenping, He. « A Community with a Shared Future: Beijing's Vision of China-Africa Relations », extrait de *China Quarterly of International Strategic Studies* 6, n° 1 (2020), p. 37-52, <https://www.worldscientific.com/doi/epdf/10.1142/S2377740020500025>.

Wise, Carol. « China and Latin America's Emerging Economies: New Realities amid Old Challenges », extrait de *Latin American Policy* 7, n° 1 (juin 2016), p. 26-51, <https://onlinelibrary-wiley-com.cfc.idm.oclc.org/doi/full/10.1111/lamp.12087>.

Witt, Michael A. « China's Challenge: Geopolitics, De-Globalization, and the Future of Chinese Business », extrait de *Management and Organization Review* 15, n° 4 (déc 2019), p. 687-704, <https://www.proquest.com/docview/2327700511?accountid=9867&parentSessionId=qkgqziM8chWudteUmFPsd1g4yO2GlqfZ4%2F%2F64PIVdYw%3D&pq-origsite=summon>.

WorldAtlas. « English Speaking Countries In Africa », modifié le 12 décembre 2018, <https://www.worldatlas.com/articles/english-speaking-countries-in-africa.html#:~:text=Sierra%20Leone%20and%20Liberia%20are,lingua%20franca%20in%20both%20states>.

Xuetong, Yan. « Chinese Values vs. Liberalism: What Ideology Will Shape the International Normative Order? », extrait de *The Chinese Journal of International Politics* 11, n° 1 (printemps 2018), p. 1-22, <https://academic.oup.com/cjip/article/11/1/1/4844055>.

Zahar, Marie-Joëlle. « Intervention, prevention, and the “responsibility to protect”: Considerations for Canadian foreign policy », extrait de *International Journal* 60, n° 3 (été 2005), p. 723-734, <https://journals-sagepub-com.cfc.idm.oclc.org/doi/abs/10.1177/002070200506000309>.

Zhang, Kenny. Chapitre 13, « Chinese in Canada and Canadians in China: The Human Platform for Relationships between China and Canada », extrait de *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*, sous la direction de Huhua Cao et Vivienne Poy, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 2011, p. 158-182, <https://books.openedition.org/uop/902>.

Zhou, Yanqiu Rachel, Lisa Watt, William D. Coleman, Evelyne Micollier et Jacqueline Gahagan. « Rethinking “Chinese Community” in the Context of Transnationalism: the Case of Chinese Economic Immigrants in Canada », extrait de *Journal of International Migration and Integration* 20, n° 2 (mai 2019), p. 537-555, <https://www.proquest.com/docview/2103357216?accountid=9867>.